

## Entretien avec Jean-Louis Bourlanges dans Le Figaro (18 décembre 2000)

**Légende:** Le 18 décembre 2000, dans un entretien accordé au quotidien français Le Figaro, le député européen (UDF) Jean-Louis Bourlanges dénonce les résultats du Conseil européen de Nice.

**Source:** Le Figaro. 18.12.2000, n° 17528. Paris: Le Figaro.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/entretien\\_avec\\_jean\\_louis\\_bourlanges\\_dans\\_le\\_figaro\\_18\\_decembre\\_2000-fr-89407192-2313-418c-9eee-4aa73419d906.html](http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_jean_louis_bourlanges_dans_le_figaro_18_decembre_2000-fr-89407192-2313-418c-9eee-4aa73419d906.html)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## UNION EUROPEENNE Retour sur le sommet des Quinze

### Bourlanges : « Nice, la plus grande défaite diplomatique française »

Baudouin BOLLAERT

**Agrégé de lettres, énarque, essayiste, député européen (UDF) depuis 1989, Jean-Louis Bourlanges est l'un des meilleurs experts de la construction européenne. Alors que le traité de Nice sera soumis à ratification dans les quinze mois qui viennent, il revient avec sévérité sur les résultats du sommet.**

LE FIGARO. Jacques Chirac s'est encore félicité sur TF 1 des « très grands pas » accomplis au sommet de Nice. Vous semblez en douter...

Jean-Louis BOURLANGES. La complexité byzantine des accords ne doit pas masquer l'essentiel : Nice constitue la plus grande défaite diplomatique française de l'après-guerre. Robert Schuman et Charles de Gaulle doivent l'un et l'autre se retourner dans leurs tombes car c'est à la fois l'Europe communautaire et le « rang de la France » qui font les frais de l'opération. D'un côté, la Commission, avec un commissaire par Etat membre <sup>(1)</sup>, devient un clone du Conseil qui, lui-même, voit sa capacité décisionnelle profondément altérée par l'in vraisemblable usine à gaz inventée à Nice.

Tout est donc à jeter ?

D'un point de vue strictement national le bilan est accablant : perte du second commissaire, accentuation massive et injustifiée du déséquilibre entre l'Allemagne et ses grands partenaires au Parlement européen et surtout, malgré les dénégations fallacieuses du président de la République, rupture de fait au Conseil des ministres du sacrosaint principe d'égalité France-Allemagne.

Ce n'est pas seulement l'intérêt ou le prestige national de la France qui sont en cause mais bien la qualité de la relation franco-allemande. Celle-ci dépend largement de la confiance entre les deux peuples et cette confiance, après des siècles d'hégémonie alternée, suppose l'égalité. En titrant, « Allemagne 4, France 0 », la presse allemande a brutalement tiré la double leçon de Nice : renaissance d'une culture de confrontation et, dans le cadre de cette confrontation, défaite de la France !

La France a-t-elle été particulièrement maladroite ?

Elle a organisé son isolement. Isolement idéologique d'abord avec l'exaltation par Lionel Jospin d'un socialisme désuet qui a culturellement coupé la France de ses partenaires. Isolement politique surtout dans la mesure où Jacques Chirac n'a rien compris au film : dès son arrivée à l'Elysée, il a estimé que la priorité des priorités était de faire craquer les petits et non de maintenir la parité institutionnelle et politique avec l'Allemagne. Renouvelant l'erreur de Napoléon III, il s'est acharné à remettre en cause un statu quo qui nous était globalement favorable sans mesurer que ce qui suivrait serait bien pire. Il a même été jusqu'à proposer en 1996 le mécanisme de pondération démographie, PNB, contribution budgétaire le plus destructeur de l'égalité franco-allemande. Le résultat de ce révisionnisme brouillon était garanti : fronde des petits et des moyens contre la France, montée en puissance de la revendication allemande de décrochage, satisfaction des autres Grands, et en particulier des Britanniques, devant la dégradation de l'entente franco-allemande, isolement total de notre pays et capitulation finale.

Concrètement, pour obtenir la réforme de la pondération que nous voulions, nous avons dû sacrifier notre second commissaire, abandonner le contrôle du Parlement européen aux Allemands, et pour finir, renoncer de facto... à la réforme de la pondération elle-même en introduisant dans le mécanisme des dispositions qui en annihilent la portée.

C'est vraiment le marché le plus bête du siècle !

Pourtant tout le monde est content, et notamment les pays candidats...

Il est normal que tout le monde soit content : les candidats parce qu'on leur a dit qu'il fallait un accord à Nice pour conclure le processus d'élargissement, les petits parce qu'ils ont tenu tête à la France, les Allemands parce qu'ils ont raflé la mise et les autres Grands parce que l'agaçant couple franco-allemand se disloque. Il n'y a vraiment que deux cocus : la France et la construction européenne.

Sans ratification du nouveau traité, l'Europe ne sera-t-elle pas bloquée ?

Non, car à Nice on n'a pas réformé mais déformé les institutions. Le traité actuel présente par rapport à celui qu'on s'apprête à signer trois gros avantages : la Commission, avec deux commissaires par grand État, y est plus indépendante des gouvernements et plus représentative de la population communautaire ; la prise de décision au Conseil y est plus simple et plus facile ; la relation franco-allemande y est plus équilibrée tant au Conseil qu'au Parlement. Nous avons donc tout à gagner à continuer à fonctionner dans le cadre des institutions actuelles plutôt qu'à commencer à dysfonctionner avec celles de Nice.

C'est alors l'élargissement qui sera bloqué...

Si vous admettez qu'avec Nice l'Europe marchera sensiblement plus mal qu'avec le traité actuel, on ne voit pas en quoi la signature et la ratification du nouveau traité devraient conditionner l'élargissement. Je pense quant à moi qu'avec ou sans ratification, nous ne pouvons pas faire payer plus longtemps aux pays candidats le prix de nos attermolements et de nos divisions. La question de l'élargissement et celle de la ratification doivent être traitées de façon distincte : il faut élargir et il ne faut pas ratifier.

Le traité actuel pour l'éternité ?

Pas du tout. Ce n'est pas parce que Nice est pire que le statu quo que nous sommes condamnés à rester dans le statu quo. Il faut simplement changer de méthode pour réussir. Les gouvernements ont clairement montré à Amsterdam puis à Nice qu'ils étaient incapables de donner à l'Union européenne une règle du jeu claire, efficace et démocratique. Tirons-en les conséquences et confions cette tâche aux représentants élus des citoyens. Procédons comme on a fait pour élaborer la charte des droits fondamentaux. Réunissons une convention associant notamment des parlementaires européens et des parlementaires nationaux et donnons-leur douze mois pour élaborer à la majorité qualifiée un traité constituant qui serait soumis aux États.

Quelle est la vision de l'Europe qui se dégage ?

L'Europe de Nice, c'est la double défaite des gaullistes et des fédéralistes et c'est le triomphe d'une Europe molle, intergouvernementale et passivement mondialisatrice. Le traité de Nice est à l'Europe ce que les traités de Westphalie ont été à l'Allemagne, une promesse d'impuissance et de division avec les États-Unis dans le rôle de la France de l'époque. Géopolitiquement, on observe la relève progressive du couple moteur traditionnel de l'Union, France et Allemagne, par un triangle immobile Allemagne, Royaume-Uni, Espagne dont le niveau d'attente européenne est très faible. Heureusement, bien des Allemands résistent à cette tentation car ils sentent que la gestion solidaire des grandes questions qui se posent au continent exige une Europe forte. J'ai été très frappé la semaine dernière à Strasbourg par la qualité politique et morale de la réaction des dirigeants allemands du PPE Hans Gert Pottering et Ellmar Brok. Ils ont fermement dénoncé les insuffisances et les déviations de Nice et appelé à la mise en place d'un processus constituant.

Si Nice est un tel désastre pourquoi les Français ont-ils accepté de conclure ?

Je crois savoir que dans la dernière nuit de Nice, la délégation française, sans doute effarée par ce qui allait sortir du sommet, a envisagé la rupture. Si elle a, malgré tout, préféré un mauvais accord, c'est sans doute parce qu'elle se sentait incapable de justifier l'ouverture d'une crise au nom d'une vision claire et cohérente de l'Europe, vision dont elle était totalement dépourvue. Ne sachant en profondeur si elle voulait maintenir ou défaire un système communautaire qui est son œuvre mais que ni Chirac ni Jospin n'ont appris à aimer, elle a erré sans boussole dans une négociation sans principes. Chacun sait depuis Sénèque qu'« il n'est point de vent favorable à celui qui ne sait où est son port ».

(1) Voir « La Commission et l'effet yougoslave », Le Figaro du 6 novembre 2000.